FORCE OUVRIERE RÉAFFIRME SON BOYCOTT DE L'ORDRE INFIRMIER

La Fédération des personnels des services publics et des services de santé FO a rencontré le vendredi 11 février 2011 le Directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat chargée de la santé, Madame Nora BERRA.

A cette occasion, nous avons abordé longuement la situation ubuesque dans laquelle nous nous trouvons concernant l'ordre infirmier. Nous avons souligné combien il devenait urgent de résoudre cette problématique, sinon à terme nous risquions de nous retrouver dans la même situation pour les personnels infirmier(e)s que sur le dossier du droit d'option (à compter du 1^{er} avril 2011 : deux catégories d'infirmier(e)s ; une en A, l'autre en B).

Concernant l'ordre même logique, l'ensemble de la profession actuellement en activité qui boycotte et les nouveaux diplômés, qui au moment de leur recrutement, se situent dans l'obligation de s'affilier à l'ordre, sinon pas de travail !!

Nous avons rappelé combien il serait aujourd'hui simple de solutionner cette problématique, le député Yves BUR a rédigé une proposition de loi simple (un article permettant d'exonérer l'ensemble des infirmier(e)s salariés de l'obligation d'affiliation à l'ordre). Cette proposition de loi a été contresignée par plus de 150 parlementaires. Son inscription à l'ordre du jour parlementaire et son adoption seraient perçues par les 500 000 infirmier(e)s exerçant aujourd'hui comme une réponse positive à leurs attentes sur ce sujet.

Au cours de cette entrevue, le Directeur de cabinet nous a indiqué être particulièrement sensibilisé sur ce dossier et que les prochaines semaines devraient connaître des évolutions allant dans le sens que nous souhaitons.

Depuis cette entrevue, nous avons pris connaissance des propos de Madame Nora BERRA, secrétaire d'Etat à la santé, considérant que « l'ordre n'avait pas réussi à convaincre de son utilité » et notant qu'à ce jour moins de 10 % de la profession s'était inscrite. Nous nous félicitons de ces déclarations.

L'ordre, par la voix de sa Présidente, continue ses provocations et son autisme.

Force Ouvrière fort du soutien de la très grande majorité des infirmiers et infirmières réaffirme aujourd'hui :

- Son boycott à l'ordre infirmier ;
- Son refus de payer pour travailler ;

- Appelle les Présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale à exiger l'inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée Nationale de la proposition de loi de Monsieur le Député Yves BUR ;
- En appelle solennellement le Ministre de la Santé pour faire stopper cette mascarade en appuyant la proposition de loi de Monsieur le Député Yves BUR ;
- Rappelle aux infirmier(e)s salariés exerçant dans la Fonction Publique Hospitalière, dans le secteur privé lucratif et non lucratif, dans le milieu associatif, dans la Fonction Publique Territoriale, dans la Fonction Publique d'Etat, l'entier soutien et l'engagement sans failles dans ce dossier, comme nous le faisons depuis 2006 ;
- Rappelle que la seule condition requise pour exercer dans la profession, c'est d'être titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier(e).

Force Ouvrière ne se lassera pas sur ce dossier et prendra toutes les initiatives nécessaires permettant à la profession infirmière son exercice professionnel sans contraintes.

Paris, le 23 février 2011.